



www.leparisien.fr

21 septembre
Retraites
Journée nationale
d'action de Force
ouvrière

24 septembre
Retraites
Journée nationale
d'action de la CGT,
avec SUD-Rail

Jusqu'à fin oct.
Mouvement
des pompiers pro.
Contre les sous-
effectifs,
les violences...

LP/INFOGRAPHIE.

RETRAITES

« Nous ne voulons pas d'une réforme d'équilibre financier mais de progrès social »

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT

PROPOS RECUEILLIS PAR PAULINE THÉVENIAUD ET BÉRANGÈRE LEPETIT

À LA VEILLE de sa rencontre avec le Premier ministre, Laurent Berger donne sa vision de la rentrée sociale.

LA RÉFORME DES RETRAITES

Qu'attendez-vous de cette réunion à Matignon ?

LAURENT BERGER. Nous voulons en savoir plus sur la méthode, le calendrier et l'objectif du gouvernement. Une première phase, assez longue, a donné lieu au rapport Delevoye. Et la semaine dernière, quatre ou cinq ministres sont intervenus, mais pour dire des choses différentes tant sur la réforme que sur le calendrier. On nous parle aujourd'hui de consultation citoyenne... Pourquoi pas. A la suite du rapport Delevoye, nous voulons que soient approfondies les questions de la pénibilité, la retraite progressive, le minimum contributif (NDLR : le montant minimum de retraite) qui doit selon nous approcher 100 % du smic. Il faut aussi parler de certains secteurs comme les hospitaliers ou les enseignants. Comment expliquez-vous cette cacophonie

au sein du gouvernement ?

Il y a sans doute des visions différentes... mais ce n'est pas notre problème ! A la CFDT, on souhaite une réforme systémique qui soit une réforme de justice sociale avec une consolidation du système par répartition. Les inégalités touchent en particulier les femmes, ceux qui ont des carrières hachées, les poly-pensionnés... ou encore ceux qui ont des petits boulots au départ, qui n'ont pas les heures nécessaires par trimestre et pour lesquels on ne calcule pas de droits à la retraite. Nous ne voulons pas d'une réforme d'équilibre finan-

IL FAUDRAIT POUSSER D'AVANTAGE LES BAILLEURS À RÉNOVER LES LOGEMENTS

cier mais de progrès social. Une réforme redistributive qui bénéficie à ceux qui sont en difficulté. Enfin, il ressort de nos échanges avec les salariés une envie d'entrer progressivement à la retraite. Cette réforme doit permettre davantage de libre choix. Emmanuel Macron a laissé entendre que la notion d'âge

d'équilibre, préconisée par le rapport Delevoye et critiquée par la CFDT, pourrait être remplacée par une durée de cotisation. Y voyez-vous un geste envers vous ?

Cet âge d'équilibre serait injuste, notamment pour ceux qui ont commencé à travailler jeunes et qui ont rempli le contrat. Donc pourquoi leur imposer un âge d'équilibre à 64 ans alors qu'à 62 ans, ils auraient de quoi avoir une retraite pleine et entière ?

Avez-vous été surpris ?

Oui, nous n'étions pas au courant. Redoutez-vous que Matignon privilégie une vision budgétaire de la réforme ?

Ce serait une profonde erreur. On s'est battu contre l'idée d'une mesure paramétrique sur l'âge avant le début des discussions. Ensuite, on s'est battu pour que le budget 2020 de la Sécurité sociale ne prévoit pas de mesure budgétaire sur les retraites. Le sujet sur la table, c'est : comment créer un système de retraite plus lisible, plus juste. Pas une question d'équilibre financier ! D'ailleurs, la CFDT ne peut être taxée d'irresponsabilité. La réforme Touraine adoptée dès 2013 prévoit d'allonger la durée de cotisation à 43 trimestres pour la génération 1963. Que pensez-vous de cette



consultation citoyenne à venir ? Je ne suis pas contre plus de démocratie participative, à condition qu'on ne reparte pas de zéro. Les retraites sont un sujet complexe et technique ; le fond de la réforme n'est pas encore assimilé par tous les citoyens. Si cette consultation se passe dans de bonnes conditions avec la possibilité pour les partenaires sociaux de donner leur point de vue, la CFDT prendra sa place dans le débat. Tout dépend de la manière dont les questions seront présentées par le gouvernement...

La CGT appelle à la mobilisation sur les retraites le 24 septembre. FO, le 21. Et vous, côté CFDT ?

Nous ferons partie de la marche pour le climat le 21 septembre, c'est un combat majeur. Nous rentrerons ensuite dans un processus de discussion sur la réforme des retraites. Quand il y aura un projet de loi, on verra ce qu'on en pense. Il n'est pas question de taper dans le vide. L'heure est à la discussion.

D'accord mais quelles sont vos lignes blanches ?

Nous en avons posé une avec l'âge pivot à 64 ans, j'espère que c'est derrière nous ! Sur les autres sujets, il faut avancer dans la concertation.

LES AUTRES DOSSIERS

Certains Gilets jaunes prédisent un « septembre noir ». Pensez-vous que les manifestations du samedi vont reprendre ?

Je ne suis pas devin, mais il est certain que les motifs de déclenchement de cette colère sociale sont toujours là. L'an dernier, je pointais du doigt deux bombes à retardement : les inégalités et la question écologique. On parle aujourd'hui des retraites mais la vie ne commence pas à 60 ans ! Il faut aussi parler de la lutte contre la pauvreté, contre l'exclusion. Et de la qualité du travail. Les gens qui sont pressés de partir en retraite sont aussi ceux qui vivent mal leur travail.

Croyez-vous au changement de cap affiché par l'exécutif sur les questions écologiques ? Il faut que les actes suivent la

“ NOUS AVONS POSÉ UNE LIGNE ROUGE AVEC L'ÂGE PIVOT À 64 ANS ! [...] SUR LES AUTRES SUJETS, IL FAUT AVANCER DANS LA CONCERTATION. ”

parole. Sur la rénovation thermique des logements par exemple, il faut aller plus vite et plus fort. Il faudrait pousser davantage les bailleurs à rénover les logements pour les mettre en location. Il n'y aura pas de transition écologique massive s'il n'y a pas d'investissement massif. Nous sommes favorables à sortir les investissements dans la transition écologique de la règle européenne des 3 % de déficit public. Ce serait un puissant levier de transformation.

D'après l'Unédic, plus d'un million de demandeurs d'emploi vont voir leurs indemnités chômage baisser d'ici à 2020 après la réforme de l'assurance chômage. Est-ce de nature à mobiliser ?

La réforme de l'assurance chômage ne suscite pas beaucoup d'indignation. Malheureusement, quand on n'est pas concerné, on ne se mobilise pas facilement. Mais à la CFDT, nous sommes toujours en colère car

cette réforme est profondément injuste. Nous nous sommes donné un droit de suite. Nous allons étudier des situations réelles, et on regardera la situation concrète des chômeurs en termes d'indemnisation et si la précarité baisse dans les secteurs où le bonus-malus a été mis en place. La réforme entrera en application début 2020 ; on donne rendez-vous au gouvernement vers le mois de mars.

Quel regard portez-vous sur la crise des urgences ?

Les agents en ont marre, cela fait des années qu'on dit « l'hôpital est au bord du burn-out ». La

ministre en a conscience. Il va falloir essayer de comprendre pourquoi, dans notre système, autant de gens s'orientent vers les urgences. Il y a sans doute des choses à organiser en amont et en aval des urgences. C'est aussi une question de moyens, de reconnaissance pour les professionnels des urgences.



**SA RELATION
AVEC L'EXÉCUTIF**

L'exécutif est-il à un tournant dans sa relation vis-à-vis des syndicats ?

LAURENT BERGER. Je crois qu'il y a en effet un changement. Avec tout le monde. Emmanuel Macron est aujourd'hui davantage dans la discussion, moins dans l'arrogance. Nous avons aussi été reçus récemment avec les 19 organisations du Pacte du pouvoir de vivre par le Premier ministre. Mais tout cela se mesurera aux actes, aux politiques menées, aux choix qui seront faits.

Avez-vous des contacts réguliers

avec Emmanuel Macron ?

Non, pas spécialement, mais cela n'a pas d'importance. C'est un peu comme lorsqu'on est délégué syndical dans une entreprise et qu'on a un patron. On ne le choisit pas ! Si les relations sont mauvaises avec lui, dans un premier temps, on râle. Arrive un moment où le patron comprend que le délégué syndical, il va falloir faire avec. Alors, on discute. On ne devient pas pour autant amis mais juste des interlocuteurs qui se reconnaissent enfin. C'est peut-être ce qui se profile avec Emmanuel Macron. Mais la confiance, ça se construit, cela ne se décrète pas...